

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CL DUNKERQUE
de respecter les dispositions de l'article 4.4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024
pour son établissement de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 3 août 2020 accordant à la société CLAREBOUT l'autorisation environnementale unique de construire et exploiter une unité de transformation de pommes-de-terre sur les communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 accordant à la société CL DUNKERQUE (ex CLAREBOUT) l'autorisation environnementale modificative en vue de régulariser l'arrêté d'autorisation environnementale du 3 août 2020 sur les territoires des communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 15 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 16 janvier 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 16 janvier 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

- lors de la visite du 12 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
 - l'exploitant est non-conforme sur le rendement épuratoire du phosphore total de sa station d'épuration d'août à octobre 2024 ;
 - l'exploitant est non-conforme sur le rendement épuratoire de la DBO5 de sa station d'épuration, puisqu'il n'a pas les moyens de le calculer. Le paramètre étant mesuré uniquement en sortie de station d'épuration ;
 - l'exploitant est non-conforme 6 mois sur 10 de janvier à octobre 2024 sur les valeurs limites en concentration du paramètre phosphore total au point de rejet n°2 ;
- ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 susvisé qui impose :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

[...]

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°2				Rendement minimal à atteindre
		Concentration maximale journalière (mg/L)	Concentration moyenne mensuelle (mg/L)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)	
DBO5	1313	100	30	564,67	169,4	90 %
Phosphore total	1350	5	5	22	22	95 %

[...] »

- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CL DUNKERQUE (ex CLAREBOUT) de respecter les prescriptions de l'article 4.4.10.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société CL DUNKERQUE (ex CLAREBOUT) exploitant une unité de transformation de pommes-de-terre sur les communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les valeurs limites en concentration et en flux pour le paramètre phosphore total ;
- le rendement épuratoire minimal à atteindre pour les paramètres phosphore total et DBO5.

Article 2 – Respect de la mise en demeure

La mise en demeure définie à l'article 1^{er} est considérée comme respectée si, pour au minimum 3 mois d'analyses réalisées consécutivement dans le cadre de l'autosurveillance journalière, les résultats, pour les paramètres visés, télédéclarés dans l'application GIDAF ou calculés par l'exploitant, respectent les prescriptions de l'article 4.4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 avec la prise en compte possible des résultats de contrôle inopiné.

Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **18 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

